

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

11, rue du Caire PARIS 11^e

UNEF - INFORM

SOMMAIRE

- . EDITORIAL
- . Rapport du Collectif National
- . Souscription Permanente
- . Le Plan VEDEL
- . Les Fédérations
- . Commission CFPi
- . Des luttes et des acquis
- . Dossier Presse
- . Dossier International

UN PROCHAIN NUMERO "SPECIAL FINANCES"

VA VOUS PARVENIR

UNEF -

INFORM

Nouvelle Série

2^e Année

n° 4

Directeur:

Olivier HAYER

Rédaction:

André OUZOURIAS

IMPRIMERIE SPECIALE UNEF

Une semaine seulement nous sépare de la décision du C.N.E.S.E.R. concernant le plan GUICHARD - VEDEL, une première constatation peut-être faite c'est que grâce à l'intervention de l'U.N.E.F., l'opération est devenue mal aisée pour le pouvoir. Il voulait faire passer son plan sans que personne ne le sache, il voulait empêcher les luttes : c'est raté.

Bien au contraire en développant l'action même insuffisamment, nous avons accru l'isolement du pouvoir sur le contenu de sa politique universitaire

En développant l'action, l'U.N.E.F. dévoile les objectifs cachés du pouvoir, et mobilise massivement les étudiants dans les T.D. contre ces objectifs.

Une longue liste d'exemples significatifs pourrait être dressée, mais il ne s'agit encore que d'exemples significatifs, alors que pour gagner il faut que cela devienne la règle générale.

Un premier résultat : de nombreux conseils (près de 70% de ceux qui se sont réunis ont rejeté les projets concernant le 1^{er} cycle) et parmi ceux-ci le conseil d'université de Paris II, conseil où siège Monsieur VEDEL lui-même.

La plus grande erreur serait de déduire de ces premiers succès qu'il est possible de relâcher la pression, bien au contraire, il faut la renforcer par l'action des amphis et T.D.

Ce ne sont pas les conseils ni le C.N.E.S.E.R. qui décident, ils sont un élément du rapport des forces, c'est GUICHARD qui a le pouvoir de décision, c'est donc l'action de masse qui est l'élément déterminant y compris pour faire pencher du bon côté les conseils.

Le pouvoir est de plus en plus isolé dans la masse des étudiants et enseignants sur le contenu de sa politique universitaire, c'est pourquoi il faut le contraindre à abattre ses cartes, à dire ce qu'il veut faire de l'université, c'est pourquoi aucune mesure du pouvoir, y compris la réforme des 1^{ers} cycles ne peut être discutée à présent sans débat dans le même temps sur l'ensemble de la politique universitaire du pouvoir, c'est sur cette base que nous nous sommes mis d'accord avec nos camarades du S.N.E.S.U.P. pour ne laisser passer aucun texte même amendé, c'est pour cela que nous nous tenons prêts avec eux à présenter des contrepropositions d'ensemble lorsque nous aurons réussi à imposer le débat d'ensemble.

La bataille est donc au plus haut niveau, cela signifie qu'elle l'est aussi dans ses formes.

L'action passe bien évidemment par les T.D., avec les délégations aux conseils, signatures des pétitions et de la carte pour le 27 Mai à Paris.

Un premier objectif : la journée du 17 Mai qui doit être celle de la réunion du C.N.E.S.E.R., avec l'envoi de télégrammes motions par les T.D. au C.N.E.S.E.R. et à GUICHARD, cette journée coïncide avec les journées de grève du S.N.E.-Sup., ce qui permet d'y donner un caractère plus large encore.

Enfin l'objectif essentiel est celui des manifestations du 27 Mai et particulièrement de la manifestation de Paris qui constituera une démonstration éclatante de la convergence des luttes de la jeunesse travailleuse, des lycéens des étudiants contre la politique du pouvoir contraire aux intérêts de la jeunesse. Le 27 Mai c'est un nouveau pas dans le sens de l'isolement du pouvoir c'est de plus graves difficultés pour lui pour imposer sa politique, c'est de nouvelles possibilités de gagner.

RESOLUTION DU COLLECTIF NATIONAL - PARIS 7 MAI ..

Le collectif national de l'UNEF réuni le 7 mai à Paris, a pris la décision d'ouvrir une souscription nationale permanente auprès des étudiants et de l'ensemble de ceux qui s'intéressent à l'organisation syndicale des étudiants.

Pour l'ouverture de cette souscription, le collectif national verse 500 F. Il fixe l'objectif d'un montant total de 5 Millions au 15 juin 1972. Cette décision intervient au moment où, dans le pays, comme à l'université, le pouvoir est de plus en plus isolé. Acculé à la défensive par la condamnation de sa politique, tant dans le pays qu'à l'université, contraint de céder sur les CFPM et les IPES, il tente aujourd'hui de faire approuver par les étudiants un vaste plan d'adaptation de l'université aux besoins à court terme des grands trusts, notamment par la mise en place des éléments contenus dans le rapport Vedel. Les étudiants ont déjà dans le passé enduré ces éléments. Aujourd'hui, ils endurent l'ensemble de la politique universitaire du pouvoir.

En contribuant au succès de cette souscription, les étudiants affirmeront une fois encore leur détermination à faire aboutir leurs revendications, infligeront un démenti formel aux prétentions du pouvoir à sacrifier l'université, les étudiants, l'avenir du pays à des intérêts contraires à ceux de la nation. Les adhérents de l'UNEF auront à coeur de développer d'une manière sans précédent, la bataille de masse pour donner à cette souscription, toute l'ampleur qu'elle doit avoir, pour que les 5 Millions pour l'UNEF soient 5 Millions pour les étudiants, pour l'université, pour l'avenir du pays.

Adressez les versements au CCP Alain DARRASZ 33 253 11 La Source.

Premiers objectifs de la souscription nationale permanent

15 JUIN : 5 MILLIONS

AIX	2 100	MULHOUSE	200	PARIS :	
AMIENS	700	NANCY	3 000	LETTRES	3 000
ANGERS	500	NANTES	400	NANTERRE	2 000
AVIGNON	500	NICE	1 900	SCIENCES	2 500
BESANCON	500	NIMES	100	ORSAY	2 500
BORDEAUX	700	ORLEANS	500	VINCENNES	2 500
BREST	700	PAU	100	St DENIS VII..	2 000
CAEN	600	PERPIGNAN	300	MEDECINE	1 200
CHAMBERY	400	POITIERS	600	PREPAS	500
CLERMONT	600	REIMS	1 400	CRETEIL	500
GRENOBLE	2 000	RENNES	500	DROIT	1 500
LE HAVRE	200	ROUEN	700	BEAUX ARTS	500
LILLE	2 600	St BRIEUC	50	IUT	500
LE MANS	100	St ETIENNE	300	SC. POL.	200
LIMOGES	600	STRASBOURG	800	DAUPHINE	200
LYON	1 100	TOULOUSE	2 000	St MAUR	400
MARSEILLE	2 100	TOURS	700	SCEAUX	400
METZ	300	TOULON	100	UGEP	800
MONTPELLIER	900	VIERZON	50	EPS	300
		BELFORT	50	TOTAL	21 500,00 F
		TOTAL	30 850,00 F		

TOTAL GENERAL : 52 350,00 F

Chers camarades,

. Notre collectif national, se tient à une période particulièrement importante dans la vie des étudiants, de l'UNEF et également dans la vie politique de notre pays. Nous sommes au 3ème trimestre de l'année universitaire, période de préparation des examens, moment privilégié où se pose aux étudiants l'ensemble des problèmes qu'ils rencontrent tout au long de l'année universitaire, cristallisés autour de la question :

"Comment en sortir, quel avenir ?".

Et donc à un moment où les étudiants peuvent être particulièrement réceptifs, ouverts aux réponses de l'UNEF. Mais cette année, les questions se posent avec une activité plus grande. D'une part parce que les étudiants se sont révélés capables de battre en brèche les attaques du pouvoir, de résister efficacement, d'obtenir des acquis importants ; autant de luttes, autant de succès qui nourrissent la combativité des étudiants. Mais d'autre part, le pouvoir isolé, battu sur les mesures qu'il a mises en avant cette année, mais en même temps, contraint par des impératifs économiques pressants, doit de toute urgence accélérer l'adaptation de l'Université aux besoins du patronat, et donc mettre en avant de manière globale, sans s'abriter derrière quelque paravent que ce soit, l'orientation fondamentale de sa politique Universitaire au travers du plan Vedel. Au 3ème trimestre, après une année de lutte et de victoires des étudiants, après un Congrès qui a marqué et concrétisé le passage réel dans la vie de l'UNEF, au syndicalisme de masse, revendicatif, de lutte, au syndicat des étudiants, notre collectif national se place également au moment où l'UNEF, nantie de responsabilité accrue, doit réaliser la plus grande initiative qu'elle ait prise : organiser et assurer le succès d'une grande manifestation revendicative de la jeunesse et des étudiants, organiser les manifestations du 27 mai et particulièrement celle de Paris en commun avec l'UNCAL et la C.G.T.. C'est-à-dire, prendre en charge les aspirations de la jeunesse et des étudiants afin de s'opposer plus efficacement à la politique antijeune du pouvoir et de lui porter un nouveau coup d'une très grande importance.

Chers camarades, le pouvoir s'en serait bien passé !

Isolé sur sa politique universitaire, son crédit en a pris un sérieux coup également en ce qui concerne l'ensemble de sa politique.

Les résultats du référendum du 23 avril en sont l'éclatante confirmation. Bien joué ! disait la presse au moment où Pompidou annonçait la consultation. Il semble que les résultats aient considérablement fait progresser la morosité dans les milieux gouvernementaux. La faiblesse du OUI, c'est la marque de la montée du mécontentement. C'est la marque d'une volonté majoritaire et nouvelle des masses populaires de voir changer les choses, de voir cesser les scandales que suscite un régime exclusivement au service des intérêts de quelques privilégiés.

Scandale parce qu'à l'heure du progrès des sciences des techniques, à l'heure où l'homme a conquis l'espace, il y a encore en France, un des pays au monde les plus riches, les plus développés, il y a des milliers d'hommes et de femmes, de jeunes qui doivent compter sans par sans pour vivre, il y a des centaines de milliers de chômeurs, de mal logés. Scandale parce que pour la grande majorité des français se dégrade le niveau de vie. Scandale, parce qu'en France, quelques poignées de privilégiés amasse d'insolentes fortunes, par la spéculation et le pillage des richesses nationales. Scandales immobiliers, scandales financiers, scandale de l'O.R.T.F. autant de scandales qui alimentent le mécontentement populaire, la combativité des masses. Scandales qui de plus en plus quotidiennement éclaboussent les dignitaires du régime qui contribuent par la même à l'isolement croissant du pouvoir.

.../...

C'est cet isolement croissant que traduit le résultat du référendum. Le pouvoir est en difficulté. Non seulement le référendum a traduit le mécontentement populaire mais cette traduction éclatante a encore aiguisé la combativité des masses. Témoins les grèves et mouvements revendicatifs qui se développent aujourd'hui chez les travailleurs et aussi, à quelques jours des examens chez les étudiants. Témoin le succès des manifestations du 1er mai.

Pour les français, il faut que tout change.

Pour le pouvoir, il faut que tout change pour que tout puisse continuer. Il suffit de voir comment "à l'Université" Guichard apporte une réponse au mécontentement des étudiants au travers des mesures telles que les CFPM ou aujourd'hui le plan Vedel. Réponses qui tiennent compte des aspirations des étudiants mais réponses marquées du sceau de la politique universitaire, du pouvoir,

réponses fondamentalement opposées aux intérêts des étudiants. Et malgré la démagogie du pouvoir, malgré l'apparence novatrice dont se pare le ministre, ces réponses sont combattues comme ce qu'elles sont réellement. Et jusqu'à présent, combattues avec succès.

L'ISOLEMENT DU POUVOIR A L'UNIVERSITE

Ainsi, la période écoulée depuis le 60ème Congrès a été marquée par un échec concernant du pouvoir à l'Université. Trois mois de luttes déclenchées, organisées par l'UNEF ont contraint le pouvoir à retirer son projet de CFPM et à rétablir les IPES cette année.

Il s'agit d'un des succès les plus importants obtenus à l'Université depuis Mai-Juin 68. Guichard à plusieurs reprises avait déclaré que les IPES étaient définitivement supprimés et qu'en aucun cas, il ne reviendrait sur cette décision. Le pouvoir considérait les CFPM comme un pivot de sa politique universitaire et y attachait une très grande importance.

Au-delà de la possibilité ainsi ouverte à des milliers d'étudiants de poursuivre leurs études dans des conditions décentes, c'est un grave coup porté à la politique universitaire du pouvoir.

C'est l'impossibilité pour le pouvoir d'appliquer son VI^e plan à l'Université, c'est la condamnation massive de sa politique universitaire par les étudiants, c'est l'isolement du pouvoir, ce sont les difficultés dans lesquelles il se débat face à la montée du mécontentement et des luttes des étudiants.

LE MECONTENTEMENT DES ETUDIANTS.

Les étudiants mettent en accusation une politique universitaire profondément réactionnaire.

Etre étudiant aujourd'hui, c'est affronter comme toute la population la difficulté de vivre. C'est être obligé de rechercher souvent pendant des semaines un travail salarié sans lequel l'échéance du loyer ne pourra être payée, c'est économiser avec les vêtements et les loisirs en attendant une maigre bourse. Etre étudiant aujourd'hui c'est se priver pour acheter les bouquins parce que la bibliothèque n'a plus de crédits, c'est l'échec aux partiels et aux examens, qui signifie la fin des études pour les 2/3 des étudiants de 1ère année de médecine.

C'est la fac qui menace de fermer.

Ce sont les études coupées de la vie et au bout du compte la hantise du chômage, l'absence de formation moderne ouvrant à de réels débouchés.

L'avenir de l'étudiant aujourd'hui, c'est l'auxiliariat, sous-payé, surexploité, c'est l'administration ou l'emploi de bureau, ce sont les emplois sous-qualifiés et les bas salaires.

Cette situation est révoltante face aux profits, face au manque de médecins et d'enseignants dont souffre la population. Quoi d'étonnant alors que le développement considérable du mécontentement des étudiants sa profondeur et la combativité manifestée dans les luttes récentes. Ce sont tous les étudiants qui sont touchés par un avenir bouché. Aucun secteur universitaire n'est épargné par la politique du pouvoir. Ce mécontentement est aujourd'hui la caractéristique essentielle et permanente de la situation des étudiants.

L'UNEF a permis l'expression massive de ce mécontentement face aux mesures du pouvoir, à l'aggravation des traits les plus négatifs de sa politique universitaire.

Les luttes

Jamais depuis 1968 les luttes des étudiants n'ont pris une telle ampleur et une telle force touchant tous les secteurs universitaires.

Une préoccupation centrale unifie toutes ces luttes : l'avenir, les débouchés, la sélection. Elle lui donne une dimension plus vaste, qui atteint tous les domaines de la vie, des études, du contenu de l'enseignement, *de la sélection*. Elle élargit le terrain revendicatif.

Au cours de ces luttes, l'expérience des étudiants a progressé. Leur combativité s'est aiguisée. Les étudiants expriment une puissante volonté de préserver l'unité sur les revendications. La conception de masse de l'action a grandi. Ils rejettent les provocations. En même temps s'affirme profondément la volonté de lier leurs luttes à celles de la population avec une conscience accrue de la force des étudiants.

Ces luttes se sont traduites par des acquis dont la liste est maintenant si longue qu'il faudrait une véritable brochure pour les donner tous.

Ainsi, outre le rejet des CFPM et le rétablissement des IPES, le Numerus Clausus a été sensiblement atténué. La semaine dernière, avec l'UNEF les étudiants en Médecine de Strasbourg ont obtenu les crédits pour la construction d'un CHU de 1 000 places. La réforme de l'Internat a été repoussée d'un an. Des milliers de crédits arrachés par l'action, à Lille, Orsay, Nancy-Sciences, etc...

Enfin le pouvoir a dû promettre l'ouverture de discussions sur d'importantes revendications.

La place de l'UNEF.

Tout au long des luttes qui se sont développées au 2ème trimestre, l'UNEF a joué un rôle déterminant.

L'UNEF a pris la direction des luttes des étudiants. Son audience s'est donc considérablement développée, avec notamment l'impact de la manifestation du 1er mai.

C'est la force de l'UNEF qui a permis le développement des luttes, elle est un élément essentiel de la rupture de l'isolement des étudiants par rapport au reste de la population.

L'UNEF a donné une force nouvelle aux étudiants. Elle apparaît aujourd'hui comme une organisation nationale, capable de faire converger les luttes, capable de faire aboutir.

C'est notamment tout le sens de notre 80e congrès. Tant par le nombre de délégués présents, que par la participation des autres organisations syndicales et internationales, que surtout par l'élaboration d'une véritable ligne syndicale. C'est cette ligne syndicale, c'est notre démarche, qui permettent à l'UNEF de jouer un rôle déterminant tant dans l'élaboration des revendications que dans le développement des luttes.

Il s'agit pour l'UNEF de prendre maintenant toutes ses responsabilités, de répondre aux exigences des étudiants.

En effet, le niveau auquel nous avons porté les luttes des étudiants a créé de leur part des exigences nouvelles.

D'abord parce que les étudiants veulent avant toute chose faire aboutir leurs revendications, se refusent à tout dévoiement de leurs luttes, pour cela ils ressentent de plus en plus la nécessité de l'organisation syndicale pour mener à bien les luttes.

Etre au niveau des exigences des étudiants envers l'UNEF cela veut dire que l'UNEF doit être présente partout, parce que c'est le seul moyen de bien définir les revendications et de les prendre en charge.

Cela veut dire que sur chaque problème l'UNEF engage immédiatement la lutte, assure la mobilisation.

Cela veut dire enfin que l'UNEF, que ses C.A. développent les différents services afin d'être à même de répondre à tous les problèmes, y compris les plus immédiatement matériels posés aux étudiants.

Donc la question essentielle pour mettre l'UNEF au niveau des exigences des étudiants c'est son renforcement.

En un mot le pouvoir est isolé à l'Université. Il est sur la défensive. La montée des luttes des étudiants, leur convergence avec celles de toute la jeunesse et de toute la population plonge le pouvoir dans d'immenses difficultés.

Défensive ne veut pas dire absence de bataille. Au contraire plus le pouvoir est isolé, plus il s'acharne, plus il met de force dans la bataille.

C'est tout le sens du plan Guichard-Védel : après l'échec de la tactique du coup par coup il s'agit en effet de mettre sur place très vite le 2e plan à l'Université. Le pouvoir espère vaincre en élevant la lutte au niveau le plus haut qui soit en mettant en jeu toute sa politique universitaire.

Défensive comme le montre le besoin permanent qu'éprouve le pouvoir de justifier ses mesures réactionnaires à partir du mécontentement et des revendications des étudiants.

Défensive parce que le pouvoir ne peut plus faire autrement que de répondre au mécontentement, aux luttes des étudiants, à la condamnation de sa politique.

Bien sûr sa réponse est réactionnaire. Mais elle part d'une constatation : la faillite de sa politique universitaire, sa condamnation massive par les étudiants.

Défensive comme le montrent aussi les incidents de Censier.

Le pouvoir espère susciter le courant réactionnaire qui lui fait tant défaut. Il espère entourer sa politique universitaire d'écrans de fumées en masquant les vrais problèmes. Il cherche à tout prix à discréditer les étudiants, à les isoler. On rêve à un régime musclé en haut lieu. A Censier il ne s'agit plus tant de provocations que de l'utilisation de la lie de la société, des drogués et des déclassés, de la pègre pour créer artificiellement un climat de désordres, seul recours possible du pouvoir aujourd'hui pour empêcher les luttes.

Mais cette tactique elle-même se retourne contre lui. C'est à la suite de la signature de la pétition contre le plan Védel pour plus de 1 000 étudiants en une journée que le pouvoir a dû retirer ses vigiles de Censier pour éviter un isolement plus grand.

Les acquis obtenus sont d'autant plus importants qu'ils portent sur les aspects fondamentaux, de la P.U.P. C'est dans ce cadre que se situe la bataille contre le plan Védel.

Analyser le projet Vedel, est impossible indépendamment du contexte universitaire économique, social, dans lequel il s'inscrit, indépendamment donc de ce que veut le pouvoir.

Pour cela, il faut partir de la situation actuelle de l'Université, c'est à dire d'une université où, à cause de la pénurie, de la ségrégation sur base sociale, 2 étudiants sur 3 ne finissent jamais leurs études, ce qui aboutit à un gachis considérable, car ces 2 étudiants éliminés sortent sans la moindre qualification professionnelle, sans débouchés réels, il s'agit d'une université qui n'est pas adaptée au monde moderne, et une université de très faible rentabilité, comme l'affirme à juste titre le VIème plan.

Cette situation n'est satisfaisante pour personne, ni pour les étudiants d'une part, ni pour le pouvoir, ni pour le patronat d'autre part. Pour tous il faut la changer, mais les intérêts sont différents au niveau des réponses qu'il faut apporter à cette situation.

Les réponses du pouvoir, nous l'avons souvent dit, sont clairement exprimées dans le VIème plan, mais elles se traduisent par la volonté de réduire au maximum les dépenses d'enseignement, de diminuer le nombre d'étudiants, de former au moindre coût à l'université la main-d'oeuvre nécessaire au patronat, cela notamment en raccourcissant la durée moyenne des études, au détriment de leur qualité.

Ces objectifs se retrouvent dans toutes les mesures proposées par le pouvoir depuis deux ans, la suppression des sursis, les ITFP, les CFPM, la suppression des IPES, le numérus clausus en médecine.

A chaque échec, le pouvoir tente de mettre en avant de manière plus ou moins déguisée de nouvelles mesures allant dans le même sens, mais aujourd'hui, compte-tenu du retard accumulé, il n'est plus possible de procéder pas à pas, c'est une refonte totale de l'université, qu'il s'agit d'imposer pour le pouvoir, le plan Vedel est l'élément décisif de cette refonte.

Y-A-T-IL UN PLAN VED3L ?

Un certain nombre de gens, dont Monsieur Vedel lui-même, s'efforcent de faire croire que ce plan serait une invention de l'UNEF, qu'il n'y aurait qu'un rapport n'apportant que quelques changements de détails à l'université. Le fait est que le rapport lui-même, écrit dans un langage technocratique, ne semble pas apporter beaucoup d'innovations, toutefois, si on regarde de très près l'ensemble des textes communiqués aux conseils, l'arrêté général et les arrêtés particuliers, les commentaires de ces arrêtés, on constate la volonté de mettre en place un certain nombre de mesures sélectives et un abaissement du niveau des études. Mais là où les choses deviennent particulièrement claires, c'est à la lecture de la lettre de Guichard aux présidents d'universités, qui montre comment le pouvoir a l'intention d'utiliser le cadre donné par le rapport Vedel.

Avec cette lettre, on se rend compte que notre bataille ne peut se baser fondamentalement sur des analyses de textes, visant à dénoter l'ambiguïté de telle ou telle phrase, mais ne peut se situer que par rapport à ce que sont les objectifs du pouvoir et en quoi, ils sont nuisibles pour les étudiants.

Il y a bien un plan, qui est d'ailleurs le plan de Guichard et du pouvoir, plus que de Mr Vedel, et ce qu'il nous faut bien voir, c'est que si ce plan est grave et négatif, par ce qu'il dit, il l'est encore beaucoup plus par ce qu'il se refuse à dire clairement, par ce qu'il masque : l'application du VIème plan.

Il nous faut donc revenir point par point aux objectifs exprimés dans le VIème plan et voir comment ils se traduisent dans ce rapport.

UN DES OBJECTIFS ESSENTIELS DU VIème PLAN EST L'ELIMINATION MASSIVE DES ETUDIANTS :

Autant nous ne pouvons pas dire non à la sélection, autant, nous ne pouvons pas laisser passer des mesures qui l'aggravent encore sur les bases où elle existe aujourd'hui, à savoir sur base sociale.

Le plan Vedel, c'est d'abord une série de barrages aboutissant à organiser un ~~numerus~~ ~~clausus~~ en premier cycle.

Barrage à l'entrée à l'université puisque le bac ne serait plus suffisant pour accéder à l'université.

Les universités pourraient recruter les étudiants après examen de leur dossier scolaire en fonction de l'effectif limite qu'elles se fixeraient.

Barrage à l'issue de la première année puisque selon la première formule de l'article 6 qui a les préférences du ministère, la première année ne pourrait être redoublée que sur dérogation exceptionnelle.

Barrage au cours des études car le plan Vedel revient sur l'acquis important que constituait l'abrogation du décret de 19 mars 1969 concernant le contrôle des connaissances et rétablissement de l'obligation du contrôle continu et de l'examen final. Il est précisé à l'article 11 de l'arrêté général, que les salariées auraient droit, si les universités le décident, à des sessions d'examens, mais ce système éliminerait d'emblée des dizaines de milliers d'étudiants salariés, non déclarés, qui ne pourraient pas assister aux cours. Par ailleurs, il y a là un accroissement de la sélection par l'échec.

Barrage au cours des études par le fait que le nombre maximum d'inscriptions en vue du DEUG serait strictement limité à 3, y compris en cas de réorientation d'un DEUG à un centre.

Barrage à la fin du premier cycle :

- interdiction de la compensation des notes entre unités de valeurs.
- suppression de la dérogation permettant de s'inscrire en licence en préparant 1 ou 2 dernières U.V. du premier cycle.

Ces deux mesures, auxquelles s'ajoutent pour les garçons la suppression des sursis militaires fait qu'un nouveau barrage s'ajoute aux autres, qui complète le ~~numerus~~ ~~clausus~~ en premier cycle.

De plus, cette élimination massive dès le premier cycle est applicable dans les plus brefs délais, puisque, (art. 13) il y aurait effet rétroactif, c-à-d que le nombre d'inscriptions prises antérieurement pour le DUFL-DUES, comptant pour le nombre d'inscriptions autorisées dans le DEUG, le plan Vedel serait mis en place dans les faits, dès l'année pro-
chaine.

Pour le pouvoir et le patronat, rentabilisation de l'université signifie élimination massive et , en même temps, orientation massive vers les filières courtes.

Rappelons ce que disait le rapport de la commission éducative du VIème plan :

"en premier lieu, aiguiller vers les filières courtes, essentiellement les IUT, ceux qui ont peu de chances de poursuivre des études longues et qui actuellement abandonnent sans diplômes".

C'est pourquoi, si l'entrée à l'université donne lieu à un premier barrage qui permettrait d'écarter de l'enseignement supérieur des dizaines de milliers de bacheliers qui s'y destineraient, le plan Vedel prévoit également que les universités pourraient organiser dans le mois suivant la rentrée, des stages d'orientation à l'issue duquel, l'inscription initiale de l'étudiant sera maintenue ou modifiée ; ce serait également le second rôle de l'examen du dossier scolaire.

Réorientation au niveau de la première année, toujours dans le sens IUT, puisque s'il ne serait pas possible dans l'absolu de redoubler, des dérogations pourraient être accordées en cas de réorientation.

Mais les filières courtes en règle générale, 2 ans en général plus un an de formation professionnelle, ne pourraient se réduire aux seuls IUT.

Sous couvert de pluridisciplinarité, le plan Vedel introduit une dévalorisation du caractère scientifique des enseignements du premier cycle.

Dévalorisation qui s'opérerait par un éparpillement des matières en sciences, une spécialisation pour les autres DEUG, mais aussi par la diminution des horaires consacrés aux matières dominantes de chaque DEUG.

Ainsi, pour le DEUG bilingue, l'étudiant ne ferait pas plus qu'une heure 30 d'anglais et 1 h 30 d'allemand.

Parcèlement, dans sa lettre aux présidents d'université, Guichard affirme : "Le premier cycle se présente comme un cycle d'orientation, de formation générale largement interdisciplinaire, à l'issue duquel les étudiants qui veulent poursuivre leurs études, accèdent soit à un enseignement de second cycle, soit à une autre formation universitaire, dont l'année spéciale des IUT donne un exemple.

Ainsi, pour mieux adapter l'université aux besoins du patronat Guichard se donne un moyen essentiel : LA CONCURRENTIALITE DES UNIVERSITES.

Sous couvert d'autonomie pédagogique, des universités, de création de diplômes-cadres et de réaffirmation de la valeur nationale des diplômes, l'application du plan Vedel serait la mise en place des universités concurrentielles.

Ainsi, pour ce qui concerne la valeur des diplômes, Mr Vedel parle, dans son rapport, de valeur nationale des diplômes, alors qu'il institue des diplômes concurrentiels. Dans le même temps, le droit à donner des diplômes nationaux sera soumis aux décisions gouvernementales.

Ce qui est clairement dit au point 2 du rapport Vedel, par le fait que les universités donneront au diplôme un label attestant d'un niveau d'études et l'exactitude de la référence à un ordre de formation, c'est à dire qu'on y prédiserait le nombre d'heures d'enseignement reçues et les disciplines étudiées. Ces éléments varient selon les universités et les crédits alloués à celles-ci, il y a donc automatiquement valeur des diplômes différents.

Le coût de formation d'un étudiant s'accroît en même temps que la qualité de l'enseignement qu'il reçoit.

Or, du point budgétaire, la situation des universités est catastrophique.

Et rien ne laisse prévoir une augmentation du budget consacré à l'enseignement sup. Si bien que les universités se verraient placées devant les choix suivants :

*** soit limiter le nombre d'étudiants qu'elles accepteraient d'accueillir afin de préserver la qualité de leurs diplômes

*** soit augmenter considérablement les frais d'inscription, ce qui est une nouvelle forme de numérus clausus.

*** soit accepter de limiter aux pourcentages minimum la part des enseignements fondamentaux et abaisser la valeur de leurs diplômes.

*** soit encore de lier l'université, tant au point de vue de sa capacité d'accueil que du contenu de ses enseignements, au patronat en acceptant des capitaux privés pour assurer son fonctionnement.

Bien évidemment, aucune des solutions ne serait satisfaisante, ni pour les étudiants, ni pour les universités.

D'autant qu'un tel système tiendrait à introduire un nouveau numérus clausus pour accéder au deuxième cycle long.

Seuls les étudiants issus des universités "riches" auront acquis suffisamment de connaissances fondamentales pour être à même de poursuivre des études longues.

Ainsi la réforme des diplômes se présente bien comme un élément déterminant d'un vaste plan visant à l'adaptation réactionnaire de l'université dans son ensemble.

ADAPTATION AUX BESOINS DU PATRONAT

L'objectif poursuivi, qui ressort clairement de ces mesures, c'est l'application du VIème plan, dont les actions "plus particulièrement prioritaires" en matière d'éducation visent à l'"adaptation des formations et des disciplines à la vie économique et sociale":

*** "La modernisation du système d'enseignement supérieur"...qui..."passe avant tout par une profonde révision des contenus de formation, par un raccourcissement de la durée moyenne des études initiales".

"Il importera de veiller ... à donner aux enseignements technologiques et notamment aux IUT, les moyens d'accélérer leur croissance depuis longtemps souhaitée".

Le VIème plan pourrait : "contribuer aussi à cette exigence des mesures telles que l'enseignement de la technologie dans le premier cycle, l'initiation économique et sociale le renforcement des horaires de sciences dans les sections littéraires".

C'est ce dont s'inspire la soi-disant pluridisciplinarité, que l'on constate dans les arrêtés particuliers aux disciplines : au lieu d'élargir et d'enrichir la formation générale, on introduit quelques éléments pouvant donner l'illusion d'une vague formation professionnelle, en fonction des demandes du patronat ou des débouchés prévus par le ministère: éléments de comptabilité, de gestion en Sciences économiques, retour aux 4 divisions traditionnelles de l'histoire en vue de l'enseignement. Avec cette "base", il est prévu que l'étudiant, encouragé par la possession d'un grade universitaire national, (le DEUG), recherche immédiatement un emploi ou se dirige vers une année de formation complémentaire, type IUT. Seuls, quelques uns, dans des conditions encore inconnues, pourront poursuivre des études longues.

Les autres pourront être employés dans des postes peu qualifiés et peu payés; leurs diplômes quoique nationaux, ne risquent pas d'être plus reconnus dans les conventions collectives que les DUT actuellement.

Si la formation générale est indispensable à chacun, pour pouvoir poursuivre ses études aussi loin que possible, se recycler ou se reconvertir en fonction de l'évolution scientifique, et d'une façon plus générale, comprendre et dominer sa situation dans la société, elle ne présente aucun intérêt pour les employeurs, bien au contraire, elle leur procurerait une main d'oeuvre susceptible de demander des augmentations et de se montrer indocile. Ceci explique sa réduction au minimum.

Un des moyens de cette adaptation aux besoins du patronat est l'introduction de celui-ci à l'université. Déjà en partie réalisée dans les conseils d'université, elle est accentuée par les conventions prévues dans la loi Guichard : les éléments de formation technique prévus, pourront être donnés par des non-universitaires venus du privé ou peut-être imposés par lui. Enfin, le silence relatif aux moyens budgétaires est une incitation à l'appel aux capitaux privés.

Cette introduction du patronat serait un élément de diversification des universités en fonction des besoins des entreprises locales, selon l'application régionale du 6ème plan.

Comme dans le projet de CFP, l'application régionale du 6ème plan se traduirait par une ségrégation entre universités, les unes étant habilitées à délivrer le DEUG, d'autres ne l'étant que provisoirement et d'autres pas du tout. La suppression possible de cette habilitation sera d'ailleurs un moyen de pression sur les universités.

LA BATAILLE CONTRE LE RAPPORT VEDEL....

Dans cette bataille, une difficulté se fait jour, la nécessité de répondre aux questions que se posent les étudiants de manière massive et qui sont précisément les questions auxquelles le pouvoir prétend répondre.

Ainsi, la question de l'avenir et des débouchés ; un problème réel se pose : ne vaut-il pas mieux faire des études courtes et avoir une qualification professionnelle et des débouchés éventuels, que de s'évertuer à faire des études longues ne conduisant à aucun débouché ?

Il nous faut bien voir que le problème ne se pose pas en ces termes. Il est vrai que l'Université doit donner une formation professionnelle et assurer des débouchés pour tous, mais une telle formation ne devrait se faire que sur la base d'un savoir et d'une qualification réels. Ainsi, débouchés et nouvelles filières ne sauraient être synonymes de filières courtes.

C'est clair en ce qui concerne la formation des maîtres ; une réelle formation pédagogique ne peut se faire sur le vide, mais uniquement sur des connaissances approfondies, nécessitant pour tous les maîtres, de la maternelle au supérieur, des études d'au moins quatre ans. Pour d'autres formations (technologiques) des études courtes signifient généralement, un emploi de courte durée, conditionné aux volontés et aux besoins du patronat en main d'oeuvre, sans possibilité de réorientation à un niveau supérieur, pour insuffisance des connaissances générales.

Nous répondrons donc aux étudiants, que loin de garantir leur avenir, les filières courtes le sacrifient.

Nous devons nous préparer à présenter, dans une prochaine période, des propositions concrètes concernant les débouchés et les formations.

Si on fait le bilan de tout ce que comporte et de ce que vise le plan Guichard-Vedel, on voit qu'il ne peut être question pour nous d'en rester à une bataille d'amendements, qui n'empêcherait pas, dans les faits, l'application des objectifs fondamentaux du pouvoir, qui ne ferait que les limiter.

Notre bataille n'est pas contre des aspects ou des conséquences de la politique universitaire du pouvoir, elle est contre ses objectifs fondamentaux. Une seule attitude est donc possible : la bataille pour le rejet global de ce plan.

CONCLUSION

La bataille que nous menons est au plus haut niveau ; elle trouve sa place dans les plus grandes initiatives jamais prises par l'UNEF, l'organisation avec la CGT et l'UNCAL de la manifestation de la jeunesse travailleuse, des lycéens et des étudiants le 27 mai à Paris et dans plusieurs villes de France.

Mesurons bien l'enjeu : le pouvoir sort isolé du référendum, appliquer sa politique devient de plus en plus difficile, et dans le même temps, il est possible aujourd'hui grâce aux niveaux des luttes, à la combattivité, que la convergence des luttes des jeunes travailleurs, étudiants et lycéens, se réalise.

Par là-même, ce n'est plus seulement une démonstration de force, c'est un pas nouveau franchi, et un pas de grande ampleur.

100 000 manifestants à Paris le 27 mai, dont au moins 10 000 étudiants, cela signifie des difficultés nouvelles et insurmontables pour aggraver sa politique à l'encontre des intérêts de la jeunesse, c'est donc infiniment moins de possibilités d'appliquer le plan Vedel, mais pas seulement le plan Vedel, le numérus clausus en médecine, les statuts des grandes écoles...

C'est en cela que le 27 mai est pour nous la grande bataille, car il sera un événement politique considérable, vers lequel l'attention de tous se portera.

Le 27 mai, c'est à dire la convergence des luttes de la jeunesse, est possible parce que depuis un an, l'UNEF est renouée, parce que les luttes des étudiants connaissent une ampleur sans précédent, parce que l'UNEF en est l'élément dominant.

Réussir le 27 mai, c'est en faire la démonstration, c'est passer à une nouvelle étape du développement de l'UNEF et des luttes revendicatives.

SUR LE PLAN VEDEL....

L'essentiel de la bataille du pouvoir, c'est le silence. Guichard se sait condamné sur le fond de sa politique : il lui faut par tous les moyens, empêcher les étudiants de se prononcer sur son projet. On comprend mieux alors l'intervention des vigiles à Censier, de la police à Jussieu.

Notre premier objectif, c'est de briser ce silence. Nous avons d'ores et déjà marqué un point : à la suite de la mobilisation en droit-science éco. en mars, les élus syndicaux au CNESER ont obtenu la consultation systématique des universités avant la réunion du 17 mai.

Quelle est la place de l'UNEF dans la bataille ? Depuis plus de quinze jours, nous sommes seuls à intervenir sur le projet Vedel. Cette situation n'est pas sans déconcerter et parfois gêner certains camarades : elle est essentiellement l'expression de la politique de black-out du gouvernement. Mais en même temps, elle met en lumière l'importance de nos responsabilités en même temps que nos possibilités : il ne dépend que de nous, de notre initiative, de prendre la direction de la bataille.

C'est une confirmation éclatante du rôle déterminant de l'UNEF dans le développement des luttes revendicatives. Les premiers résultats montrent la confiance des étudiants en l'UNEF, la possibilité d'avancer très vite :

Censier : 1 000 signatures sur la pétition nationale, malgré les CRS, les vigiles, les piquets de grève gauchistes.

Dans les TD où nous intervenons, c'est à l'unanimité que les étudiants se prononcent contre le projet, après des discussions remettant en cause l'ensemble de la politique universitaire du pouvoir

Déjà, plusieurs conseils se sont prononcés contre le projet : Nancy (Nancy II, et Nancy I) Dijon (Sciences), Tours (Droit), Orsay... Mais nous sommes loin du compte : pour l'essentiel la bataille n'est pas engagée. Un danger demeure : une bataille technocratique, menée exclusivement à l'intérieur des conseils : ainsi, à Marseille, confiants dans la majorité syndicale du conseil, nous oublions de mobiliser les étudiants et le conseil approuve le projet.

Une telle attitude est due pour l'essentiel à une sous-estimation de l'enjeu politique de la bataille engagée et des objectifs que se fixe le pouvoir.

L'expérience de médecine prouve d'autre part que le pouvoir est prêt à passer par dessus les conseils quand la bataille de masse est insuffisante

Comment mener cette bataille de masse ?

Le 27 mai, les étudiants manifesteront à Paris aux côtés des jeunes travailleurs et des lycéens pour défendre leur avenir.

C'est là, la perspective essentielle que nous devons donner à la bataille. En effet, le pouvoir engage la bataille pour la réforme des 1ers cycles, alors qu'il est profondément isolé, comme en témoigne son échec sur la formation des maîtres, comme en témoigne le référendum. Il est donc prêt à engager des forces considérables dans cette bataille. C'est dire que nous devons aller plus loin, être plus forts encore pour l'isoler plus encore. Le 27 mai en est le moyen.

La manifestation de la jeunesse, le 27 mai est l'expression du développement des luttes revendicatives.

Elle n'a été rendue possible que par le développement de ces luttes, que par le développement de l'UNEF.

Cette manifestation constituera l'événement politique du trimestre, la possibilité d'isoler le pouvoir.

C'est dire que dans notre bataille, la perspective du 27 mai doit être le fil rouge.

La bataille, nous devons la mener au niveau des TD. Pour cela, nous avons la brochure sur le plan Vedel, la pétition nationale, à Paris, la carte et le badge CGT..
UNEF-UNCAL

Le troisième trimestre est le trimestre des examens, Mais, si la tendance au bachotage est forte, c'est aussi le moment où les étudiants ressentent le plus fortement la sélection. Il dépend exclusivement de nous de démontrer l'inutilité de la solution individuelle, en montrant la gravité du projet Vedel.

Pour cela, une condition : démonter et décortiquer l'ensemble de la politique universitaire, qui seule peut faire comprendre les objectifs véritables du plan Vedel. Les premières expériences montrent que, en effet, la compréhension des étudiants n'est pas spontanée, mais qu'une fois le débat de fond engagé, la combattivité des étudiants est extraordinaire. C'est des milliers d'étudiants que l'UNEF peut transformer en militants dans cette bataille. C'est des milliers d'étudiants qui sont prêts à diffuser la brochure, à faire signer la pétition, à collecter sur le badge.

Le travail dans les TD est déterminant pour permettre au maximum d'étudiants de participer à la lutte : la manifestation du 27 mai doit être la manifestation des TD, chaque TD préparant sa banderole.

Mais le troisième trimestre, ce n'est pas seulement le plan Vedel. Si la bataille que nous devons engager, c'est la bataille contre l'ensemble de la politique universitaire du pouvoir, aucun secteur universitaire ne peut rester hors de la bataille. La lutte contre la généralisation des numéros clausus en lettres, sciences et droit nous permet de relancer l'action en médecine sur la base des premiers succès obtenus.

L'action contre les filières courtes doit nous permettre de développer la bataille dans les IUT et TS. C'est en même temps une nécessité de déclencher partout, dans tous les secteurs, car c'est la condition d'un isolement accru du pouvoir. C'est l'ensemble de ces luttes qui s'exprimeront le 27 mai

Camarades, nous avons du pain sur la planche !

LE POINT DE LA BATAILLE NATIONALE CONTRE LE PLAN GUICHARD-VEDEL
(réalisé le 8 mai)

✓ AIX : deux journées d'action - 1 500 signatures , 10 conseils d'UER
rejettent le plan Guichard-Vedel

PARIS-SCIENCES : 200 signatures , 10 TD et un conseil d'UER contre le projet

NANCY : Meeting, 1 200 signatures, rejet du projet par le conseil des 2 universités

STRASBOURG : Meeting, 200 signatures, 2 TD contre le projet

PARIS-LETTRES : 700 signatures, 2 conseils d'UER contre le projet

MULHOUSE : 200 signatures

GRENOBLE : 330 étudiants de droit-sciences éco en meeting

CHAMBERY : A.G. 100 signatures

DIJON : Pétition, un conseil d'UER contre le rapport

BESANCON : Pétition

St DENIS VILLETANEUSE : 300 signatures, 10 TD contre ,

ORSAY : 300 signatures, plusieurs TD contre le rapport.

BREST : 200 signatures

MARSEILLE : Pétition, délégation au conseil d'université. Meeting.
Un conseil d'UER contre le rapport

PARIS-DROIT : 80 TD contre. Le conseil de Paris II a pris position contre le
plan Guichard-Vedel. Monsieur Vedel est membre de ce conseil!

LIMOGES : Pétition, délégation au conseil d'université.

ETC.....

MANIFESTATION FIXEE AU 8 JUIN

1.

- 5 salles, 8 terrains extérieurs pour 71 matchs de volley ball.
- 25 terrains pour 65 matchs de foot-ball.
- 16 terrains pour 55 matchs de rugby.

Sans apport de terrain, il faut refuser des équipes (qui se sont accrues de 15% cette année), diminuer les rencontres et ne jouer plus qu'une fois par quinzaine ou trois semaines.

Il est toujours aisé de dire que "les étudiants ne sont pas sportifs" pour justifier un budget particulièrement maigre pour les sports à l'université.

D'autre part, il n'y a pas que les questions de moyens donnés aux sports qui bloquent leur développement. La pénurie de locaux de cours, leur dispersion en ville, le manque d'enseignants, d'assistants, ne permet pas souvent de libérer une après midi pour la pratique sportive.

Venir demander les moyens pour l'extension des loisirs et des sports à l'Université est inséparable pour un étudiant de l'ensemble de la bataille revendicative menée pendant toute l'année dans les faos. Il n'est pas un étudiant qui ait participé à la manifestation du 27 mai qui n'ait toutes les raisons de venir à celle du 8 juin.

6/1000 du budget de l'état attribués à la jeunesse et aux sports, cela n'est pas normal. La santé, l'équilibre, la joie de vivre et d'être étudiant pour des milliers d'entre nous est en jeu. Dans la région parisienne, les conditions de vie, de travail, de transport, de logement, imposent des solutions urgentes. Les besoins sont immenses.

Au moment où se prépare l'additif au budget 72 et le Budget 73, le 8 juin des milliers d'étudiants ont toutes les raisons d'exiger le doublement du budget jeunesse et sports pour la satisfaction de leurs revendications. Dans les rangs de l'UNEP, ils manifesteront avec tous les secteurs concernés le 8 juin à 18h30 de la gare Saint Lazare à la rue Lafayette.

Pierre KUGLER

APPEL NATIONAL pour le DOUBLEMENT du BUDGET du SECRETARIAT à la JEUNESSE
AUX SPORTS ET AUX LOISIRS

Alors que notre pays a les moyens de répondre progressivement aux besoins grandissant de l'enfance, de la jeunesse et de tous les français en matière d'Education Physique, de sport et d'activités culturelles variées, il faut constater:

- que des millions d'élèves ne reçoivent au mieux, à l'école ou au lycée, que la moitié de l'horaire réglementaire de l'Education physique et le plus souvent dans de mauvaises conditions matérielles.
- que des millions de jeunes et de français ne trouvent pas la possibilité d'une pratique sportive régulière par manque de moyens. Les collectivités locales et les clubs ne reçoivent de l'Etat qu'une aide dérisoire.
- que des millions de jeunes n'ont pas accès aux activités socio-éducatives et culturelles diversifiées à cause du nombre très faible de maisons de jeunes, de foyers, et de l'insuffisance de subventions accordées aux associations de jeunesse et d'éducation permanente.

En dépit de cette situation alarmante, le budget du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse, aux Sports et aux Loisirs ne cesse de diminuer en pourcentage d'année en année. Des tentatives d'une grande gravité sont faites pour réduire la part de l'éducation physique à l'école, et même pour l'en sortir. Des mesures sont prises qui portent sérieusement atteinte à l'indépendance du mouvement sportif et des organisations de jeunesse.

Les perspectives offertes par la 3^e loi-programme d'équipement sportif et socio-éducatif dans le cadre du VI^e plan ne permettent pas d'espérer un redressement de la situation, cependant que l'Etat continue à transférer de plus en plus les charges aux collectivités locales, particulièrement dans ce domaine.

Dans le secteur des activités socio-éducatives, si l'on excepte les cas où les communes prennent en charge le financement des équipements et leur fonctionnement, le retard s'accumule. Le niveau et donc l'intérêt des activités s'émoussent. Le financement de la formation des animateurs, le nombre de postes créés et financés, même à 38% par l'Etat, sont notoirement insuffisants. Les "agéments", nécessaires pour recevoir une aide de l'Etat, aux associations, sont accordées ou retirées selon la volonté du Secrétaire d'Etat, sans aucune consultation des instances habilitées.

Cette politique ne peut être poursuivie. Elle conduit à l'asphyxie des associations volontaires qui furent et demeurent l'un des facteurs essentiels de prise en charge par la population jeune et adulte, de ses besoins et intérêts culturels.

Les organisations signataires affirment qu'il est possible et nécessaire de répondre au plus vite dans ces différents secteurs aux besoins de l'enfance, de la jeunesse de toute la population.

Il faut que soient donnés les moyens nécessaires à une véritable éducation physique et sportive, de la maternelle à l'université, intégrée harmonieusement au système de l'Education Nationale.

L'Education physique et sportive donnée à l'Ecole doit permettre le développement de l'enfant, du jeune et assurer l'épanouissement complet de sa personnalité.

Pour assurer, dans ces conditions normales, l'horaire obligatoire de 5 heures d'EPS dans le second degré, il faut un plan d'urgence, doubler le nombre actuel d'enseignants d'EPS.

Pour le premier degré, un recyclage massif doit être organisé au bénéfice des instituteurs pour la mise en oeuvre des décisions prises par le gouvernement.

Des crédits suffisants doivent permettre d'assurer un fonctionnement correct de l'Education Physique et Sportive, intégrée à l'Enseignement dans le respect de la gratuité scolaire. L'ASSU et l'USEP doivent recevoir les moyens d'Etat nécessaires à l'expansion. Les jeunes de moins de 16 ans, non scolarisés, doivent bénéficier de 5 heures hebdomadaires d'EPS également à la charge de l'Education Nationale.

L'éducation physique et sportive dans le secteur scolaire et universitaire doit être rattaché au Ministère de l'Education Nationale.

En ce qui concerne le développement d'une large pratique volontaire et pour répondre aux besoins de santé, d'hygiène, de détente et de pratique éducative et de haut niveau, il faut, il faut changer l'orientation actuelle qui tourne le dos aux besoins du plus grand nombre au bénéfice exclusif d'une élite de prestige conçue d'ailleurs de plus en plus pour alimenter le marché du sport de spectacle, élément de pointe de la commercialisation du sport.

Pour l'Education Physique et Sportive dans le secteur scolaire et universitaire comme pour la pratique volontaire, il faut des bases matérielles modernes convenablement situées ayant les moyens de fonctionner et d'être entretenues.

Afin de permettre le développement des actions menées par les organisateurs de Jeunesse à vocation socio-éducative, il faut des cadres, des subventions.

Les organisations soussignées, considérant que le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse, aux sports et aux loisirs est l'actuel responsable de tous des secteurs, décident de lancer une grande campagne publique pour obtenir qu'un pas en avant soit fait dans ces différents domaines.

Elles demandant la réalisation d'un objectif déjà défini lors des ASSISES NATIONALES DE L'EDUCATION PHYSIQUE, DU SPORT et DES ACTIVITES DE PLEINE NATURE, tenues à Paris en mai 1970.

Le DOUBLEMENT du budget du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse, aux Sports et aux Loisirs.

Les organisations signataires enregistrent avec satisfaction le voeu exprimé à l'unanimité par le Haut Comité de la Jeunesse et des Sports, dans sa séance du 25 février 1972, concernant l'inscription au budget 1973 des crédits répondant à la satisfaction des besoins en matière de postes d'enseignants, d'équipement, de fonctionnement, d'aide aux Associations sportives et de jeunesse.

Elles décident de créer un Comité Permanent qui aura pour tâche de susciter et de prendre toutes les initiatives nécessaires. Ces organisations appellent tous les groupements concernés ou intéressés à se joindre à elles et elles souhaitent qu'à tous les niveaux, local, départemental, régional, national, les initiatives soient prises pour obtenir du gouvernement et des pouvoirs publics, la prise en considération de cette revendication commune.

Paris, le 27 Avril 1972.

PREMIERS SIGNATAIRES

- Centre d'Entrainement aux Méthodes d'éducation active
- Confédération Générale du Travail (CGT)
- Fédération Française des Maisons de jeunes
- Fédération des Conseils de Parents des Ecoles Publiques (CORNEP)
- Fédération Nationale des Associations de Parents d'élèves de l'Enseignement Public(DEMARET)
- Fédération Nationale des Directeurs de Centres Nautiques et Sportifs
- Fédération Nationale des Elus Républicains Municipaux et Nationaux
- Fédération Nationale des Offices Municipaux de Sports
- Fédération des Résidences Universitaires de France
- Fédération Sportive et Gymnique du Travail
- Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente
- Office National des Etudiants en Education Physique -(ONEPS - UNEF)
- SYNDICAT GENERAL DE L'Education Nationale (CFDT)
- Sybdicat National de l' Education Physique (Professeurs) (FEN)
- Sybdicat National de l'Education Physique (Maîtres) (FEN)
- Syndicat National de l'Enseignement du Second Degré (FEN)
- Syndicat National de l' Enseignement Supérieur (FEN)
- Syndicat National des Instituteurs (FEN)
- Union Française des Oeuvres Laïques d'Education Physique
- Francs et Franches Camarades
- Union des Grandes Ecoles
- Caisse Centrale des Activités Sociales du Personnel des Industries Electrique et
Gazière

FEDERATION SANTE

Le dimanche 7 Mai s'est réunie la fédération des étudiants en Médecine.
tous

Actuellement, le gouvernement tente, par les moyens, pour justifier l'instauration de son concours, de décourager le plus grand nombre d'étudiants possible, avant l'examen;

Aujourd'hui, une des meilleurs façons pour lutter contre le numerus clausus est donc de lutter pour que le plus grand nombre possible d'étudiants passe leur examen et pour que le plus grand nombre avec 10 de moyenne.

Nous devons donc exiger la publication des notes de partiels de février afin de désamorcer l'intoxication et le découragement organisé; nous devons nous préoccuper des conditions d'examen : c'est à dire de la formulation des questions du contenu du programme, d'être présents dans les jurys, du temps accordé à chaque épreuve.....

Nous devons exiger le maintien de la session de septembre devant ouvrir la voie au P.C.E.M. II. Il faut en effet que le principe de cette session soit maintenu pour donner au candidat une chance de plus d'être reçu; d'autre part, en s'appuyant sur le fait que la France manque de médecins, nous devons mener la lutte pour que tous ceux qui auront plus de 10 de moyenne aux 2 sessions passent effectivement en P.C.E.M. II.

Pour cela il est indispensable que nous soyons présents dans les commissions hospitalo-universitaires qui se réunissent en juin et statueront sur le chiffre du numerus clausus pour 73.

Toutes ces luttes tiennent compte de la présence du numerus clausus mais ne changent en rien notre position contre concours. C'est pourquoi il est indispensable d'exiger en même temps la réunion immédiate de la commission que nous a promis GUICHARD sur le Numerus Clausus.

Un point important de nos luttes sera aussi la journée d'action C.G.T.-U.N.E.F.-U.N.C.A.L. du 27 Mai.

En effet, les étudiants en médecine, du 1^{er} cycle notamment, sont sur pied d'égalité avec les étudiants des autres Facs, les lycéens, les travailleurs :

- avenir incertain : 2/3 d'entre eux éliminés
- difficultés pour changer d'orientation : suppression des sursis, rétroaction du plan VEDEL
- problème du chômage

D'autre part, les luttes des étudiants en médecine rejoignent celles de la population pour une de ses plus importante revendication : le droit à la Santé pour tous

Lutter contre les projets de réforme de l'internat et le numerus clausus c'est lutter pour que soient formés des médecins en nombre suffisant : généralités et spécialistes.

Lutter pour avoir des fonctions hospitalières réelles, pour la construction des C.H.U. prévus au V^e plan, c'est lutter pour avoir une meilleure formation et par conséquent, être de meilleurs médecins.

Nous devons dénoncer à la population les dangers de ces projets : numerus clausus concerne la réforme de l'internat; et montrer la justesse de nos actions. C'est pourquoi nous devons participer à cette journée d'action, sur les mots d'ordres élaborés dans nos amphis, sur nos propres revendications

Pour les mêmes raisons, nous devons envisager des relations et actions intersyndicales avec les syndicats de travailleurs et de médecins; déjà à Toulouse 2 meetings ont eu lieu avec le syndicat des omnipraticiens, au sujet des études médicales et de l'avenir de la profession qui ont regroupés des centaines d'étudiants.

Le projet de réforme de l'internat est déjà repoussé de 2 ans, le gouvernement recule sur les C.F.P.M., les I.P.E.S., nous devons tout mettre en oeuvre pour que le Numerus Clausus soit abrogé, le projet de réforme repoussé et que le gouvernement cède sur nos différentes revendications.

C'est des actions, aussi petites et sectorielles qu'elles soient, que dépend notre succès de demain.

DES LUTTES - DES ACQUIS

Dentaire : après 2 mois de grève avec l'U.N.E.F. les étudiants en Dentaire de Paris ont obtenu satisfaction (extension à 2 écoles privées transformées en U.E.R. , création d'un nouveau centre de soins)

Strasbourg un C.H.U. de 1000 places sera construit. Les crédits sont maintenant débloqués. Il s'agit là d'un succès important de l'action des étudiants en médecine avec l'U.N.E.F. Manifestation et distribution de tracts dans la ville. Appel inter-syndical sur les problèmes de la santé etc... après et pendant la grève qui en décembre a marqué par sa puissance, son unité et son sérieux. Le conseil de C.H.U. de Strasbourg a joué un rôle important.

Censier : les vigiles sont retirés par le rectorat au moment où l'action s'est développée contre le plan VEDEL. Seule l'U.N.E.F. est l'artisan de ce succès qui empêche le pouvoir de créer des désordres avec le "souk" pour empêcher les luttes.

Vincennes : la lutte continue pour la survie de la Fac. et le maintien de son caractère expérimental. Mardi 9 Mai s'est tenue une importante manifestation devant le ministère de l'Education Nationale à l'appel du conseil d'université et des organisations syndicales de la Fac.

La Fédération des Etudiants de la Santé-U.N.E.F. :

- dénonce la sélection injuste en 1^{re} année de médecine qui aggravera le manque de médecins en France.
- demande la réunion immédiate de la commission promise par le Ministre GUICHARD sur le Numerus.clausus.
- dénonce la mauvaise formation des futurs médecins, alors que de nombreuses places dans les hopitaux ne sont pas utilisés.
- s'élève contre le projet de réforme de l'internat, qui limitera le nombre des spécialistes.
- appelle les étudiants à manifester leur opposition à cette politique injuste et contraire aux intérêts de la population.

Fédération Beaux Arts.Architectures

Lettre ouverte
des étudiants en Art&Architecture
pour leurs revendications

Monsieur Le Ministre DUHAMEL

Monsieur Le Ministre,

Alors que votre ministère lui même reconnaît que les architectes manquent, que la culture artistique à l'école et au lycée doit être développée, la situation des étudiants en Art et en Architecture se détériore.

Avec des bourses, rares, qui ne rattrapent jamais la hausse des prix, avec des enseignants sans garantie d'emploi, sans libertés politiques et syndicales nous subissons un enseignement coupé de la vie pratique.

Nous sommes, pour beaucoup d'entre nous sans emploi à la sortie de l'école. Pour ceux qui en trouvent un, il ne correspond souvent pas à l'enseignement reçu, mais à un niveau inférieur de qualification.

En outre, par votre décret de septembre 1971, vous nous obligez à finir le premier cycle d'architecture en trois ans, alors que 50% d'entre nous doivent trouver n'importe quel travail pour vivre : s'ajoutant à la suppression des sursis militaires, ce décret vise à limiter le nombre d'étudiants et la durée de leurs études.

Votre politique est contraire aux intérêts des étudiants et de la Nation : d'un côté vous nous parlez de "qualité de la vie", de protection de l'Environnement, votre collègue Chabanon évoque la "qualité Architecturale", mais dans les faits, par la pénurie que consacre le budget de misère de votre ministère (4,7 millièmes du budget national), vous réduisez le nombre des étudiants, vous les condamnez aux filières courtes, c'est à dire, à la sous-qualification, et au chômage.

Avec la Fédération Nationale des Etudiants en Art et Architecture (U.N.E.F.) nous exigeons la satisfaction de nos revendications les plus urgentes : Nous vous demandons :

- Un collectif budgétaire pour assurer la fin des enseignements cette année, les sessions d'examen, et la rentrée d'octobre dans de bonnes conditions

- L'augmentation à 1% minimum du budget du ministère des Affaires Culturelles, pour mettre un terme à la scandaleuse situation d'un enseignement où 50% des professeurs sont vacataires, et où la surface moyenne des locaux par étudiant est de 4,4 m².

- Un statut démocratique des I.A.U. (ex-U.P.) élaboré, en même temps qu'une refonte de votre décret par les conseils de gestion.

- Le respect des libertés syndicales et la mise en place de la cogestion dans les écoles des Beaux-Arts.

- Dès cette année 300 contrats d'assistance architecturale dans les départements, 100 contrats de chercheurs et 200 contrats d'enseignants pour de jeunes diplômés.

Avec la F.N.E.A.-U.N.E.F., nous vous demandons d'être reçus le plus rapidement possible.

Soyez assuré que nous agissons avec l'U.N.E.F., la C.G.T. et l'U.N.C.A.L. le 27 Mai, notamment en manifestant à Paris :

Veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre détermination à agir pour la satisfaction de nos revendications.

EXTRAITS D'UNE DECLARATION D'OLIVIER MAYER A PROPOS DE CENSIER
(le 3 mai 1972)

"On peut s'interroger sur ces grandes manoeuvres du pouvoir et se demander qui a intérêt à ces troubles et à la fermeture de Censier.

Le pouvoir est de plus en plus isolé sur l'orientation fondamentale de sa politique universitaire.

Les mesures qu'il préconise cette année en ce qui concerne l'application du VIème plan ont été combattues efficacement par la masse des étudiants, qui a contraint le pouvoir à des reculs importants.

- Le projet de centre de formation professionnelle des maîtres a été rejeté et les IPES rétablis.

- Le numérus clausus en médecins a été atténué, des crédits ont été obtenus pour les centres hospitaliers.

Mais, le gouvernement n'a pas renoncé à sa politique d'adaptation de l'université aux monopoles, qui vise à :

- éliminer un grand nombre d'étudiants

- raccourcir la durée des études au détriment de leur qualité.

Guichard a peur des luttes étudiantes et c'est pour cela, qu'il veut, par ses provocations, isoler les étudiants.

Dans le même temps, il avance un plan de réforme réactionnaire de l'université : le PLAN VEDEL destiné à introduire une série de barrages à l'entrée et au cours du premier cycle, à généraliser les filières courtes de formation.

Ainsi, c'est le renforcement de la sélection sociale, l'aggravation des conditions de vie et d'études des étudiants qui sont visées au travers du Plan Vedel et des provocations de Censier.

Comme elle l'a fait sur le problème des CFPM, l'UNEF appelle les étudiants à agir de toute urgence contre le plan Vedel et pour le respect des libertés syndicales en signant massivement la pétition nationale, en soutenant les élus, afin que les conseils d'universités disent non au plan Vedel, en préparant les manifestations du 27 mai -UNEF.- UNCAL - CGT".

◊ ETUDIANTS : P.U.N.E.F. organise la lutte contre le projet VEDEL

« Le projet VEDEL de réformes de l'enseignement supérieur est un élément des mesures prévues par le VI^e Plan », a déclaré hier au cours d'une conférence de presse Olivier Mayer, président de l'Union nationale des étudiants de France.

Le projet VEDEL répond en effet pour l'UNEF aux impératifs du VI^e Plan.

« Limiter le nombre d'étudiants : Le projet instaure une série de « barrages » : orientation obligatoire dès l'entrée de la faculté sur examen du livret scolaire, le nombre d'inscriptions en vue du diplôme d'études universitaires générales est limité à 3 pour deux ans d'études, les étudiants salariés non déclarés devront obligatoirement suivre le contrôle continu des connaissances.

Ces mesures liées à la suppression des surcoûts militaires aggraveront la sélection.

« Formation au rabais : Le projet VEDEL prévoit une orientation vers les cycles courts ; orientation à la fin de la première année vers les IOT, mais aussi, selon l'UNEF, vers un premier cycle dont le caractère scientifique des enseignements serait dévalorisé.

« Réduire les dépenses d'enseignement : Le projet VEDEL prévoit d'augmenter l'autonomie des universités

afin qu'elles se fassent concurrence.

Dans le cadre de la pénurie actuelle de moyens, les universités se verraient, selon l'UNEF, obligées, soit : de réduire le nombre d'étudiants pour préserver la qualité de leurs diplômes, soit d'augmenter les frais d'inscription, soit d'accepter des formes de financement privé.

Pour l'UNEF, l'importance de ce projet est telle pour le gouvernement, qu'il tente actuellement de détourner les étudiants de la lutte. Il a permis que s'installe dans les universités des éléments étrangers qui constituent de véritables foyers de provocation.

L'UNEF analyse ainsi les récents événements de Censier. Pour déjouer ces manœuvres politiques et pour combattre le plan VEDEL, l'UNEF organise la lutte dans trois directions.

Dans les universités, une pétition circule dans laquelle les étudiants se prononcent contre le projet. A Censier, 1.000 étudiants l'ont déjà signée. Les élus de l'UNEF vont organiser dans les conseils d'université des débats sur le projet VEDEL. Les deux conseils de Marseille et celui d'Orsay l'ont déjà rejeté.

Enfin, l'UNEF considère que les manifestations du 27 mai qu'elle organise avec la CGT et l'UNCAL à Lyon et à Paris seront une étape importante.

L'UNEF-RENOUVEAU DÉNONCE

« UN VASTE PLAN VISANT A L'ADAPTATION RÉACTIONNAIRE DE L'UNIVERSITÉ »

L'UNEF-Renouveau vient, au cours d'une conférence de presse, de réaffirmer son opposition aux projets de réorganisation des premiers cycles préparés par le ministère de l'éducation nationale et la commission « pédagogique » du Conseil national de l'enseignement supérieur.

Ces critiques reprennent pour l'essentiel celles qui avaient été faites par les « gauchistes » contre le « plan Vedel » lors des grèves dans les universités (Le Monde des 12 et 21 mars). Toutefois,

L'UNEF-Renouveau met aussi l'accent sur l'insuffisance des crédits accordés aux universités, et interprète les incidents de Censier comme répondant au désir du « pouvoir » d'« isoler les étudiants ». Les projets, qui sont actuellement examinés par les universités, forment, selon l'UNEF-Renouveau « un élément déterminant d'un vaste plan visant à l'adaptation réactionnaire de l'université », et aboutiront « à l'élimination massive des étudiants ». Les dirigeants de l'UNEF-Renouveau voient dans les projets « une série de « barrages » : possibilité pour les universités d'examiner le livret scolaire des bacheliers, limitation plus stricte des redoublements, obligation (déjà en vigueur) du contrôle continu et de l'examen terminal.

La mise en place de stades d'orientation (prévus par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur) pousseront « massivement », selon l'UNEF, les étudiants vers des « filières courtes » comme les instituts universitaires de technologie. D'autre part, les projets introduiraient « sous couvert de pluridisciplinarité une dévalorisation du caractère scientifique des enseignements de premier cycle, par un éparpillement des matières en sciences, une spécialisation pour les autres disciplines », accompagnées d'une « réduction des horaires consacrés aux matières dominantes ». Enfin, « sous couvert d'autonomie pédagogique », ils permettraient « la mise en place d'universités concurrentielles » en donnant aux diplômes une valeur différenciée selon les établissements.

Le projet Vedel provoquera une élimination massive des étudiants, estime l'UNEF

Le projet Vedel de réforme des études et diplômes du premier cycle universitaire « se présente comme un élément déterminant d'un vaste plan visant à l'adaptation réactionnaire de l'université dans son ensemble », estime l'UNEF (renouvelée).

« Le projet aboutira à une élimination massive des étudiants dès le premier cycle », déclare l'UNEF qui énumère « la série de barrages » prévue : barrage à l'entrée de l'université puisque le baccalauréat ne sera plus suffisant pour y accéder, barrage à la fin de la première année puisqu'elle ne pourra être redoublée, barrage en cours d'études de par l'obligation du contrôle continu des connaissances et d'un examen terminal.

« Le projet aboutira également à une orientation massive des étudiants vers les filières courtes », ajoute l'UNEF qui fait remarquer que le plan prévoit la possibilité de stades d'orientation, un mois après la rentrée, à l'issue desquels l'inscription initiale de l'étudiant pourrait être ou maintenue ou modifiée.

L'UNEF dénonce enfin « la mise en place d'universités concurrentielles et la création de sous couvert d'autonomie pédagogique ».

Le Monde
6 Mai 72

16 — LE JOURNAL A CROIX

5 Mai 72.

L'Humanité
5 Mai 72.

Olivier MAYER, président de l'Unef a été interviewé pour R.T.L. Cette interview est parue sur les ondes du 4 Mai à 19 heures et le 5 Mai à 8 heures.

Gilbert Wasserman était opposé le 4 Mai à R. Sanguinetti à l'Europe 1 sur les problèmes de l'Europe à l'émission « Corré bleu ».

COMMUNIQUE DE PRESSE.

La décision de Nixon de miner le port de Haiphong et les autres installations maritimes de la République Démocratique du Vietnam du Nord, soulève l'indignation des étudiants de France.

Cet acte criminel est extrêmement grave. Il fait passer de lourdes menaces sur la paix mondiale.

Nixon a décidé de recourir aux pires moyens pour poursuivre sa sale guerre contre les peuples d'Indochine.

Les étudiants condamnent avec colère ce nouveau crime.

Ils exigent que le gouvernement français dénonce énergiquement le génocide de Nixon.

Ils apporteront par le développement de leur solidarité massive et combative la réponse que méritent ceux qui, tel Servan-Schreiber, profitent de ce nouveau moment pour apporter leur soutien à Nixon et insulter l'héroïque peuple Vietnamien.

MOTION DU COLLECTIF NATIONAL DES 6 ET 7 MAI -PARIS -

Le Collectif National de l' UNEF salue les succès remportés par les forces populaires du Sud-Vietnam.

Il réaffirme son soutien aux peuples d'Indochine, en lutte pour la paix, la liberté, l'indépendance nationale, et aux étudiants qui prennent une part active à ce combat :

- à Saïgon, la grève des étudiants continue, le Président de l'Association Générale des Etudiants est toujours emprisonné,
- à Phnom Pehn, les étudiants se sont levés contre le régime de Long Nol, la police et l'armée ont tiré sur eux.

Il dénonce fermement l'attitude de Nixon et de son gouvernement.

En reprenant les bombardements sur la RDVN , sur Hanoï et Hue, en augmentant l'aide militaire au fantoche Thieu, en menaçant de faire débarquer de nouveaux marines, en sabotant la conférence de Paris, Nixon porte la responsabilité de la poursuite de la guerre.

Le collectif national exige le retrait total et inconditionnel des troupes américaines, la démission de Thieu, la reprise de la conférence de Paris et la recherche d'une solution pacifique en Indochine, sur la base des plans de paix du GRP, du FUNK et du Néolao.

Il décide d'intensifier l'action de solidarité avec les peuples d'Indochine :

- en multipliant l'envoi de télégrammes, de motions, pétitions de TD, de protestation à l'ambassade américaine,
- en envoyant des textes de soutien aux étudiants d'Indochine, pour la libération du Sud-Vietnam
- en développant partout où cela est possible, des initiatives publiques, manifestations, meetings...
- en faisant en sorte que s'exprime, le 27 mai, la solidarité des étudiants avec les peuples d'Indochine.

RAPPORT DE MEHAUT AU COLLECTIF NATIONAL
DES 6 ET 7 MAI 72

Chers camarades,

Le rapport de Gilbert, la discussion qui a suivi ont mis en évidence le développement de la bataille aujourd'hui, l'isolement du pouvoir et les responsabilités de l'UNEF.

En même temps s'affirment plus nettement les exigences des étudiants vis-à-vis de leur organisation, de son intervention sur tous les sujets. CFPW, Plan Vedal, sursis, unité d'action avec les lycéens et les travailleurs, partant le rôle de l'Unef, son activité sont déterminant. C'est de l'UNEF que les étudiants attendent explication, propositions, moyens d'action.

Sur leur situation présente d'étudiant français en premier lieu. Mais aussi sur ce qui se passe dans le monde qui les entoure, sur les luttes des peuples pour l'indépendance, la liberté, la paix, sur la situation des étudiants dans différentes régions du monde.

En Indochine tout d'abord, où l'agression américaine se poursuit, mais où les forces de libération remportent de nouveaux succès.

En quelques semaines, des régions entières du Sud Viet-Nam ont été libérées. De nombreuses bases militaires sont prises, des divisions entières de l'armée de Thieu sont défaites.

L'offensive des forces de libération au Sud Viet-Nam a porté un dur coup à la soi-disant politique de vietnamisation de Nixon. Elle a acculé et isolé un peu plus Thieu dont la démission est réclamée par des masses sans cesse plus importantes.

Ces succès remportés sont pour tout le peuple du Viet-Nam riches en espérance de voir un jour régner la paix dans ce pays, de voir s'établir une large union de la population pour l'indépendance nationale, pour l'établissement d'un régime démocratique.

Cela, ni le régime agresseur de Thieu, ni le gouvernement Nixon ne peuvent l'admettre. Héritiers du colonialisme français, les États-Unis ont en Indochine de puissants intérêts:

- économiques, car c'est une région du monde où les trusts américains voudraient s'implanter la plus fortement.
- stratégiques car leur politique agressive nécessite de nombreuses bases militaires et que l'Indochine est un maillon indispensable de la chaîne.

C'est pourquoi Nixon emploie dans ce pays les moyens de guerre les plus atroces. Et ses nombreuses volte-face ne suffisent pas à cacher ses responsabilités:

- celle d'avoir fait bombarder Hanoï et Haï-Fong.

- celle d'avoir utilisé au Viet-Nam plus d'armes, de bombes qu'il n'en a jamais été utilisées au cours de la seconde guerre mondiale.

Ce sont ces crimes, ces atrocités, le mépris perpétuel des droits du peuple vietnamien qui soulèvent l'indignation, le colère de l'opinion mondiale, des étudiants.

Ce sont les succès des forces populaires, et les nouvelles manœuvres de Nixon - aujourd'hui de la conférence de Paris, et menace de débarquement de marines - qui exigent aujourd'hui plus que jamais l'expression de la solidarité et du soutien actif des forces de paix dans le monde. Car la guerre du Viet-Nam n'est pas sur le point de se terminer, et les victoires des forces populaires ne sont pas encore synonymes de la fin de l'aggression américaine.

Cela, les étudiants français le ressentent fortement, ils veulent jouer leur rôle dans la bataille pour la paix en Indochine.

Ce, d'autant plus que les étudiants du Viet-Nam, du Laos et du Cambodge, mènent avec ardeur ce combat.

... à Saigon, la grève des étudiants se poursuit, le président d'AGE est toujours torturé.

... à Phnom Penh, les étudiants manifestent pour la première fois leur hostilité au régime de Long Nôl. De même au Laos, ils sont maintenant partis prenants du combat pour la paix.

Développer le mouvement de solidarité avec les peuples d'Indochine, avec les étudiants de ces pays est une exigence des étudiants français, c'est plus que jamais une tâche importante de notre organisation.

A travers la solidarité avec les peuples d'Indochine, c'est l'aspiration à la paix, à la liberté des étudiants français qui se manifestent.

La guerre, le génocide, le colonialisme et le fascisme sont encore des réalités de notre monde.

Parcequ'ils veulent vivre libres, dans une France libre et pacifique, les étudiants n'admettent pas cette situation.

Les bombardements d'objectifs civils, les machines à tuer, l'exploitation des richesses d'un pays, la mépris des droits fondamentaux des peuples sont autant de manifestations concrètes d'un système que tous dénoncent.

Pour que ces manifestations excitent une réprobation massive, il est possible aujourd'hui d'unir la grande masse des étudiants français contre ce système.

C'est la tâche et le rôle de l'Unef. Parceque c'est une aspiration de la masse des étudiants français, nourrie de longues traditions de lutte comme en témoigne leur rôle pendant la guerre d'Algérie.

Parceque leur sensibilité, leur mobilisation est un potentiel important qui peut jouer dans le sens de la paix et de la liberté.

Parcequ'en même temps, cette lutte est partie intégrante de la lutte revendicative, parcequ'elle la renforce.

Il n'y a pas de développement libre des universités et des écoles dans un climat d'insécurité.

Il n'y a pas d'espace de la recherche scientifique quand la majorité des crédits de recherche sont absorbés par la force de frappe.

En France, les livraisons d'armes faites par notre gouvernement à des pays racistes ou colonialistes comme l'Afrique du Sud ou le Portugal, bafouent les traditions de liberté et d'épanouissement de l'homme.

De même, le seul fait que le budget militaire soit supérieur au budget de l'Éducation Nationale suffit à montrer les conséquences de la situation internationale et les options de Pompidou, à accentuer la nécessité de la lutte pour la paix.

En même temps, parce que les aspirations de paix, de liberté sont partagées par l'ensemble de la jeunesse, par les travailleurs, elles deviennent un facteur de renforcement de l'unité d'action. La manifestation du 27 mai a ainsi un de ses thèmes la lutte pour la paix, la liberté, l'amitié des peuples.

Cette dernière notion est d'ailleurs particulièrement importante pour les étudiants. Au compréhensible intérêt pour des catégories similaires dans d'autres pays, s'ajoutent le brassage effectué par des contacts divers, par les voyages.

La solidarité internationale, c'est aussi le développement des liens d'amitiés entre les étudiants, la coopération, l'échange de connaissances. C'est ainsi que certaines expériences du mouvement international étudiant, que certaines réalisations des universités étrangères sont de précieux enseignements pour notre lutte. Et c'est là une des tâches de notre organisation, que de développer, de renforcer ces liens.

C'est en tenant compte de ces aspirations, de tous ces éléments qu'il nous faut développer notre action internationale.

En se fixant d'abord comme objectif de rassembler la masse des étudiants, autour de thèmes qui soient susceptibles de les unir, de renforcer leur capacité de lutte.

Ainsi, l'Indochine est un point essentiel de la lutte mondiale pour la paix, mais c'est en même temps un thème qui sans conteste possible unit largement les étudiants français.

Il nous faut voir aussi que même si les aspirations des étudiants à la paix sont profondes, même si leur humeur devant les crimes de l'impérialisme est grande, là ne réside pas cependant la cause fondamentale de leur mécontentement.

Et il serait illusoire de vouloir contribuer à leur mobilisation sur ces thèmes, si nous n'accordions pas un intérêt prioritaire à ce qui les touche plus directement, à leurs revendications et à leur cause, la politique universitaire du pouvoir.

C'est à dire que s'il convient de leur accorder une place importante dans notre activité, il nous faut aussi voir que, pour leur propre développement, ce qui est déterminant dans les questions internationales, c'est avant tout la lutte revendicative.

De là découle le fait qu'en aucun cas nous ne pouvons, sur de telles questions, remettre en cause l'unité de notre organisation, celle des étudiants en lutte, et par là même, les possibilités de succès de la bataille revendicative.

C'est ainsi qu'une question a été soulevée dans la commission internationale du 60^e congrès concernant la Tchécoslovaquie.

Le problème a été notamment posé dans une prise de position de notre organisation sur la situation dans ce pays.

Sur la base de la conception de fond de l'intervention internationale de notre organisation, il faut revenir sur cette question.

Et tout d'abord constater que cette question est loin d'être une préoccupation réelle chez la masse des étudiants. Certes l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie a suscité la légitime réprobation des étudiants, et l'Unef est très ferme en ce sens.

Toutefois la situation aujourd'hui dans ce pays n'est pas une préoccupation majeure dans la situation internationale. La presse réactionnaire, les groupes gauchistes mènent cependant une large campagne sur ce point, ce qui peut soulever quelque interrogation sur leurs mobiles profonds.

EN fait, il s'agit avant tout d'une attaque menée avec force contre l'ensemble du mouvement démocratique français, pour la diviser, pour diviser les étudiants et leur organisation'. En témoigne l'exploitation qui a été faite par "le Monde" de cet aspect de la discussion de notre congrès, comme d'ailleurs les désaccords importants qui existent dans notre organisation sur cette question. Il nous faut tenir compte de cet élément dans notre appréciation.

Par ailleurs, il nous faut constater qu'à travers cette campagne de presse contre les prétendues atteintes aux libertés en Tchécoslovaquie, ce sont les pays socialistes et le régime socialiste qui sont visés.

Notre organisation ne se prononce pas sur le type de régime souhaitable en France. Néanmoins, ce sont des pays où les revendications fondamentales des étudiants sont satisfaites, où la démocratisation de l'Université est réalisée, ce sont des pays qui jouent un rôle déterminant dans la lutte pour la paix, qui sont ici attaqués.

Et nous ne pouvons en aucun cas placer sur le même plan ce qui peut se passer dans un pays où sont garantis les droits principaux et fondamentaux de la population, et les crimes de l'impérialisme ou des régimes fascistes, ni alimenter une campagne dans ce sens.

Ce d'autant plus que les principaux intéressés sont le peuple et les étudiants tchèques. Et, de même que nous faisons confiance aux combattants vietnamiens pour mener la lutte dans leur pays, et que c'est sur leur demande, et comme ils le jugent le plus utile, que nous leur manifestons notre solidarité, de même nous devons faire confiance au peuple tchèque pour résoudre les problèmes qui sont posés dans ce pays.

Ainsi par exemple, en ce qui concerne l'Union des Etudiants Tchécoslovaques, les transformations qu'elle a subies, n'enlève rien au caractère démocratique et représentatif de la masse des étudiants tchèques de l'actuel Conseil des Etudiants. Et dans ce domaine, les étudiants tchèques sont les meilleurs et seuls juges.

C'est en tenant compte de ces éléments que nous passons, que notre organisation, tout en étant très claire sur la dénonciation de l'intervention des troupes étrangères en 1968, se doit de respecter et de faire confiance aux décisions et aux actions du peuple tchèque.

Ce qui n'enlève rien à l'affirmation très ferme que nous ne saurions tolérer des procès pour opinion politique, ou toute forme de répression qui remettrait en cause les droits fondamentaux de l'homme.